Sergio Bertelli

Elites et pouvoir dans la ville-état de la Renaissance

Définir l'élite sociale dans la ville-état du Moyen Age et de la Renaissance n'est, théoriquement, pas facile.

La théorie des élites politiques a été exprimée, sous plusieurs formes, sans grande différence de contenu, par Gaetano Mosca (1884), par M. J. Ostrogorski (1902), par Robert Michels (1911), et enfin par C. Wright Mills (1956)¹, sans oublier Vilfredo Pareto (1848-1923) et sa théorie de la «circulation des élites», développée par ses disciples, en particulier par Maria Kobalinska. Plus récemment R. A. Dahl² a corrigé cette théorie, en soutenant la thèse «pluraliste», selon laquelle le groupe dominant changerait en rapport avec l'évolution des problèmes politiques: des coalitions politiques différentes répondraient à des décisions différentes et rassembleraient des groupes différenciés soit par leur *membership*, soit par leurs propres ressources. D'autre part, C. J. Friedrich³ a remarqué que, pour définir une élite politique, il ne suffit pas de répondre à la question: «qui possède les ressources?», mais qu'il faut aussi vérifier la présence d'une «manière d'être» (je dirais plutôt d'une *Weltanschauung*) commune au groupe.

En voulant généraliser, nous pourrions dire que, par élite politique – et je souligne *politique* – nous entendons un groupe socio-politique qui exerce collégialement le pouvoir au sommet de l'état, en utilisant les ressources collectives pour son propre intérêt et celui des clients (les membres d'un *pairage*, d'une *vicinia*, d'une faction politique⁴ qui l'entourent). C'est le privilège d'accéder aux magistratures (aux *uffici*) les plus hautes de l'état qui délimite l'appartenance à l'élite. Donato Giannotti (qui était le secrétaire de la République florentine, après Machiavelli) écrivait:

«Questi che possono avere magistrati, sono quelli che noi chiamiamo nobili: se come ancor in Vinegia, solo quelli che possono avere magistrati sono gentiluomini, cioè nobili.»⁵

Mais une définition plus précise des élites dans la ville-état de la Renaissance n'est pas aisée parce que nous nous trouvons en face d'une double évolution, historique et sociale, qui vient de changer profondément la société italienne. En effet, entre le XV^e

¹ Pour une information générale sur ce problème v. G. Parry, *Political Elites* (London 1969); S. Passigli (ed.), *Potere ed élites politiche* (Bologna 1971).

² R. Dahl, *Who Governs?* (New Haven 1961).

³ C. J. Friedrich, *Man and His Government* (New York 1963).

⁴ Cf. J. Heers, *Le clan familial au Moyen Age* (Presses Universitaires de France 1974).

⁵ D. Giannotti, *Discorso intorno alla forma della repubblica di Firenze*, in: F. L. Polidori (ed.), *Opere politiche e letterarie* (Firenze 1850) I, 17.

et le XVI^e siècle nous assistons au passage d'une structure fondée sur le clan, sur une *consorteria* ou un pairage, à une société moins rigide et dans laquelle des personnalités individuelles s'imposent au sommet politique de l'état. Tout au moins, telle est la thèse avancée par Jacob Burckhardt et aujourd'hui accueillie par beaucoup d'historiens (et notamment par Richard Goldthwaite dans son étude sur quatre familles oligarchiques florentines), même si elle a été critiquée, par exemple, par David Herlihy et Francis William Kent⁶. Il ne s'agit pas de nouveaux aristocrates, parce que presque tous sortent des anciennes couches citadines, mais d'hommes de la même *consorteria* qui demandent de participer directement au débat politique, qui ne veulent plus être représentés dans les conseils de la ville par le chef de leur pairage; il s'agit d'hommes qui se transforment en leaders politiques en dehors même de leur clan et se spécialisent en une seule activité: la politique, le service d'état (à Florence, Leon Battista Alberti les appellerait *statuali*).

Le privilège d'accéder aux magistratures «réservé aux membre mâles des clans» vient d'être acquis grâce à une lutte politique qui déborde des limites du pairage, conférant à l'homme politique des dignités qui lui assurent une position éminente et un prestige social qui l'isole au sommet. La nouvelle oligarchie est ainsi formée par un groupe de membres d'une même faction, *vicinia* ou «parti politique» embryonnaire, qui a pris le pouvoir et qui l'exerce dans l'intérêt de son propre parti et de ses partisans.

Ces élites basent leur pouvoir essentiellement sur deux composantes: d'une part, le revenu de la terre et du commerce; d'autre part, les fonctions administratives (militaires, financières, judiciaires) de l'état. Mais l'exercice d'une charge n'est pas seulement une source de revenus, mais aussi de pouvoir politique, ce qui n'est pas le cas pour la terre et le commerce. Ainsi la première composante n'est pas forcément liée à la seconde. On peut trouver des hommes pourvus de richesse mais dépourvus de pouvoir politique; on peut trouver des hommes pourvus de pouvoir politique et qui ne participent pas à l'essor économique de la ville-état mais qui, repliés sur eux-mêmes, trouvent dans la disponibilité des dignités, dans l'utilisation directe de leurs charges, dans la corruption même, la source de leurs propres richesses.

Pour pouvoir parler d'oligarchies dominantes dans la ville italienne de la Renaissance il faudrait répondre aux questions suivantes:

1. Qui détient le pouvoir dans la ville et comment?
2. Dans quelles conditions et dans quelles limites s'exerce-t-il?
3. Y a-t-il une *Weltanschauung* commune dans les groupes qui se succèdent au pouvoir?

⁶ R. Goldthwaite, *Private Wealth in Renaissance Florence. A Study of Four Families* (Princeton, N. J. 1968); D. Herlihy, *Family Solidarity in Medieval Italian History*, in: D. Herlihy, R. S. Lopez, V. Slessarev (eds.), *Economy, Society, and Government in Medieval Italy. Essays in Memory of Robert L. Reynolds* (Kent, Ohio 1969); F. W. Kent, *Household and Lineage in Renaissance Florence. The Family Life of the Capponi, Ginori and Rucellai* (Princeton, N. J. 1977); D. Kent, *The Rise of the Medici Faction in Florence, 1426-1434* (Oxford 1978); D. V. and F. W. Kent, *Neighbours and Neighbourhood in Renaissance Florence: The District of the Red Lion in the Fifteenth Century* (The Harvard University Center for Italian Renaissance Studies 6, New York 1982).

En premier lieu, pour éloigner d'emblée toute comparaison équivoque avec les démocraties modernes, on notera que le monde des *cives optimo jure*, par rapport à la population réelle, est incroyablement étroit dans la ville du Moyen-Age et de la Renaissance. A Florence, pour une population qui oscille entre 55 000 et 65 000 habitants, le *squittino* (liste électorale) de l'an 1391 nous donne 4336 artisans *Maggiori* (c'est-à-dire appartenant aux gildes les plus importantes et auxquelles étaient réservés deux-tiers des charges) et 1649 artisans *Minori*. Le nombre des *cives abilitati* au Conseil Majeur de la République (la classe politique florentine, la seule qui pouvait accéder aux charges de l'état) est, d'après les chroniqueurs, de 3600 à 3200 *beneficiati*, dans une des périodes considérées (erronément) comme une des plus démocratiques de la vie politique de la ville: la période de Savonarola entre 1494 et 1498⁷.

La recherche de l'existence d'une oligarchie devra donc tenir compte de l'exiguïté de sa base électorale et de l'étroitesse de son milieu politique.

Dans la commune médiévale l'*arengo* (de l'allemand *Ring*), la *concio*, le *parlamento*, comme les différents conseils majeurs ou *grandi*, sont des assemblées purement électorales, accessibles non pas à tous les habitants de la ville, mais seulement aux *cives optimo jure*, aux *nobili* vénitiens, aux *beneficiati* florentins, les seuls membres, à plein titre, de la commune. Le caractère particulier, privé, de l'ancien serment que nous trouvons à la base de la commune, fait de cet organisme un pouvoir minoritaire et rend les «communistes» différents – à la naissance du nouvel organisme – des habitants sujets à l'autorité féodale de l'évêque ou du comte impérial. Ce nouveau groupe de pouvoir est formé par des fonctionnaires épiscopaux ou impériaux (juges et notaires), des artisans, des marchands, des gens venus de la campagne féodale qui, à ce moment, sert de réservoir démographique à la ville⁸, et même par des nobles feudataires *inurbati* (venus en ville). Cependant, ce ne sont pas tous les fonctionnaires ou tous les marchands ou tous les nobles qui sont engagés dans la nouvelle structure politique: la différence entre les «communistes» et tous les autres est frappante. Il ne s'agit donc pas d'une classe, mais plutôt d'un parti politique.

La première commune est une association privée dans la mesure où ses membres, en soutenant et/ou en se substituant au pouvoir public (de l'évêque ou du comte), visent à imposer l'usage de la justice, ou le privilège d'un monopole, en fonction d'intérêts «privés». A partir de ce point de vue il est bien vrai, comme le dit P. C. Timbal⁹, que les consulats se présentent avec toutes les caractéristiques d'une seigneurie collégiale; mais il s'agit d'établir la portée de cet exercice collectif du pouvoir et il ne semble pas qu'elle fût, en vérité, très ample. Naturellement, contrairement au consulat romain, le consulat médiéval a toutes les caractéristiques d'une magistrature collective beaucoup plus vaste; il est aussi certain que le milieu dirigeant est constitué par un

⁷ Cf. R. Pesman Cooper, The Florentine Ruling Group under the «governo popolare», 1494–1512 (à paraître); Sergio Bertelli, Constitutional Reforms in Renaissance Florence, in: The Journal of Medieval and Renaissance Studies 3, n. 2 (1973) 139–164.

⁸ J. Plesner, L'émigration de la campagne à la ville libre de Florence au XIII^e siècle (Copenhague 1934).

⁹ P. C. Timbal, Les villes de consulat dans le Midi de la France, in: Recueil de la Société Jean Bodin VI, La ville, I (Bruxelles 1954) 361.

cercle (la caste consulaire) qui peut être défini comme «noblesse» citadine. Le noyau originaire était composé par les descendants des fonctionnaires lombards et francs, par les vassaux des évêques provenant de la petite noblesse, par les *judices* et les notaires de l'état, comme le rappelle Goetz¹⁰. Médiateurs du pouvoir, entre seigneur et sujets, ils l'ont conditionné et environné, enfin ils l'ont privé, dépouillé de son pouvoir:

Nous devons cependant nous demander à nouveau: la commune a-t-elle été formée par tous les juristes, par tous les fonctionnaires et officiers du seigneur, par tous les vassaux? Ou plutôt est-ce que nous nous trouvons devant une *parte* («parti») qui agit politiquement pour conquérir le pouvoir dans la ville-état?

Comme Francesco Cognasso l'a justement écrit, la commune est toujours un parti organisé, dans la ville et même en dehors. Dans la ville la commune domine le palais du gouvernement après la défaite de son adversaire, en dehors, elle se conduit comme un organisme juridique fictif qui a ses propres magistrats et notaires, avec son sceau, et que tous les amis politiques reconnaissent dans l'attente de l'aider à conquérir la ville et de détruire le parti adverse¹¹. Ce seront donc les «communistes» en tant que parti politique qui donneront alors l'assaut aux terres allodiales, qui détiendront le pouvoir politique et économique dans la ville après la destruction du pouvoir économique de leurs adversaires.

Ce groupe politique, élevé au pouvoir, se perpétue grâce à un mécanisme qui, tout en le perpétuant, le sépare à son tour de sa base-même (*l'arengo*). Les consuls sortants indiquent les électeurs des futurs consuls en les choisissant parmi les ex-consuls: la base est ainsi privée de tout contrôle sur les sommets qui se transforment en castes. Puisque dans la plupart des cas la structure collégiale du consulat reflète un équilibre de forces entre les différents clans présents dans la ville, la commune se transformera bien vite en une *federatio gentium*, en équilibre précaire entre eux. Ce n'est pas un hasard si la ville médiévale – contrairement au droit public romain – demande compte du délit public à l'individu et à ses *sodales*: c'est tout le groupe du pairage qui est coupable.

Machiavel a écrit dans la préface à ses *Histoires florentines* que «si, dans une république quelconque, les divisions furent remarquables, celles qui sont survenues dans Florence le sont au plus haut degré» – et il voulut se distinguer des historiens précédents

¹⁰ W. Goetz, *Le origini dei comuni italiani* (trad. it.) (Milano 1965).

¹¹ F. Cognasso, *Le origini della signoria lombarda*, in: *Archivio Storico Lombardo* VIII, VI (1956) 8.

en mettant l'accent sur les dissensions intérieures de sa patrie. En fait, depuis l'époque de l'Empereur Frédéric II la commune italienne trouva dans la rivalité des guelfes et des gibelins un facteur permanent de scission de son groupe oligarchique. Cette scission donna lieu au phénomène remarquable du *fuoruscitismo*, qui dura jusqu'au XVI^e siècle (nous pourrions choisir la bataille de Montemurlo contre Cosme de Médicis, 1537, comme terme *ad quem*). Chaque groupe d'exilés trouva auprès d'autres oligarchies l'appui et le soutien nécessaires pour comploter contre le parti contraire et pour organiser son retour. Il suffit d'ouvrir au hasard une chronique de l'époque pour se rendre compte de la nature des liaisons que les exilés réussirent à nouer avec les familles hors de la ville, en impliquant les oligarchies de la même *parte* et de communes tant voisines que lointaines.

Tout cela n'empêcha pas la reconstitution d'une unité au sommet, grâce à la formation d'un régime totalitaire (peu importe si guelfe ou gibelin) appelé par Nicolas Ottokar «*regime accentuato*», c'est-à-dire sous la direction d'un seul parti (à Florence, la *Parte Guelfa*). Ce qui n'impliqua pas un phénomène successif de sclérose de la part de l'élite politique qui avait pris le pouvoir. C'est sur sa capacité d'absorber l'essor socio-économique de la ville, dans un contexte international dominé par l'éclipse de l'autorité impériale, que la *Parte Guelfa* appuya sa force. Les *ordinamenti di giustizia* de Giano della Bella (1293) ont été considérés comme le point culminant de la lutte «populaire» contre les *Grandi* et les *Magnati*; mais nous sommes plutôt en présence d'un exemple classique de lutte à l'intérieur d'une oligarchie, avec appel au peuple d'une partie contre l'autre, dans le cas de dissidence interne (Giano était lui aussi un des membres du patriciat!). Ici, de nouveau, il ne s'agit pas de lutte de classes comme dans une société horizontale, selon l'interprétation marxiste de Gaetano Salvemini. Les *Magnati* ou *Grandi* étaient les chevaliers féodaux qui, rentrés à Florence après la bataille victorieuse de Campaldino (juin 1289) s'enorgueillissaient et essayaient d'imposer leur propre autorité sur leurs concitoyens, hors de la loi. *Grande* signifie plutôt ostentation de grandeur, suffisance qui porte à commettre des crimes; il n'avait pas – ou il n'avait pas seulement – le sens de *status*¹². Il s'agissait pratiquement de malfaiteurs qui étaient condamnés pour leur violence, avec leur parentage, cité comme garant de la future bonne conduite d'un ou de plusieurs membres du pairage. Le pouvoir discrétionnaire accordé aux *Priori* (les Seigneurs de la ville) déterminait une grande corruption; de nombreuses familles de la noblesse féodale ou consulaire n'étaient pas reconnues *magnatizie* (telles les Altoviti, Baldovinetti, Della Bella, Chiermontesi, Giugni, Importuni, Pagalotti). Nous retrouverons au contraire certains de leurs membres parmi les leaders du coup d'état de 1293. Une révolution qui portera, en tout cas, rapidement, deux ans plus tard, à la cooptation dans le groupe au pouvoir (le *populus*) d'autres familles féodales telles que les Adimari, les Tosinghi, les Mozzi, les Bardi et les Cerchi. La réduction à l'état «populaire» de plusieurs familles de la noblesse féodale fut un processus constant jusqu'en 1330, lorsqu'une nouvelle loi cassa la seule connexion pour la définition de *magnate*: la dignité de chevalier. En tout cas, comme remarque Niccolò

¹² Cf. G. Pampaloni, *I magnati a Firenze alla fine del Duecento*, in: Archivio Storico Italiano CXXXVIII (1971) 393 ss.

Rodolico¹³, la loi de 1323 qui mettait dans la *Parte Guelfa*, à côté de trois prieurs du patriciat trois prieurs *di popolo*, ne signe pas la défaite des *Grandi* ou aristocrates. Le nouvel élément introduit par la loi, au lieu de transformer la *Parte Guelfa* en sens démocratique, fut assimilé: signe irréfutable de la vitalité d'un groupe qui visa à l'hégémonie et de sa capacité de se renouveler en absorbant les familles les plus riches de la classe moyenne.

Mais il nous faut aussi vérifier le concept même du *peuple* (*populus*), dans le Moyen-Age italien. A Pisa, en 1222, le *podestà* Alberghetto da Pandimiglio prête son serment de fidélité à l'état du peuple et à l'état de la noblesse, c'est-à-dire aux deux factions en lutte dans la ville. Mieux encore, après la paix de 1237, on trouve, à Pise, de nombreux nobles dans la faction dite «du peuple», avec leur *domus* et tous leurs *fideles et consortes*. Même chose pour Piacenza, où l'arbitrat de Sozzo Colleoni, de 1222, partage les magistratures de la ville entre la faction dite «du peuple» (*Populus Placentiae*) «et illi milites qui ad populum attendunt» et d'autres factions de la noblesse féodale (*milites*) «et illi de populo qui ad milites attendunt». Il est donc inexact d'affirmer que «le peuple est constitué par la bourgeoisie artisanale, commerçante, industrielle organisée en corporations de métiers et en corps d'armes», créant un rapport de lutte de nature classiste¹⁴. Plus près de la vérité se trouve C. de Vergottini, quand il écrit que «tout le mouvement populaire est au XIII^e siècle largement guidé par des nobles, détachés pour diverses raisons de leur classe sociale et de leur parti politique»¹⁵. En réalité nous assistons à une redistribution du pouvoir à l'intérieur du groupe oligarchique qui règle ses propres irrémédiables contrastes à coups d'appels à l'extérieur, impliquant dans ses propres luttes les *cives mediocres et minores*, en une division politique *latu sensu*. Encore, l'erreur est de considérer la noblesse féodale de l'Italie communale comme une féodalité très liée à des concepts d'honneur qui arriveront, plutôt, dans la reféodalisation du XVI–XVII^e siècle. La noblesse inurbée du XIII–XIV^e siècles se mêle naturellement avec les marchands de la ville, participant à la lutte politique dans la double base du clan familial et de la corporation. A travers ces luttes, de nouveaux groupes émergents obtiennent la participation au pouvoir, à côté des groupes consortiaux qui sortiront vainqueurs de la lutte et cooptés par eux. En effet ce n'est pas un hasard si le vainqueur de ces luttes sera presque toujours, non pas le «peuple» (dans un sens et une acception du terme qu'il n'eut jamais avant la révolution française), mais la faction du «peuple» rassemblée autour d'un propre leader issu de la noblesse (ou du patriciat). C'est ainsi qu'à Piacenza, des luttes intestines commencées en 1218, émergera comme capitaine du peuple Uberto de Iniquitate, avec des pouvoirs seigneuriaux, et le rectorat du «peuple» sera confié collégialement à Caglielmo l'Audito et à ses fils, et l'on pourra parler de sa *dominatio*. Ainsi à Parma, en 1255, le capitaine du peuple sera Giberto da Gente avec des pouvoirs seigneuriaux.

¹³ N. Rodolico, *La democrazia fiorentina nel suo tramonto (1378–1382)* (Bologna 1905) 162.

¹⁴ G. Fasoli, *Ricerche sulla legislazione antimagnatizia nei comuni dell'alta e media Italia*, in: *Rivista di storia del diritto italiano* XII (1939) 91.

¹⁵ G. de Vergottini, *Il «popolo» di Vicenza nella cronaca ezzeliniana di Gerardo Maurisio*, in: *Studi in memoria di U. Ratti* (Milano 1934) 652.

A Viterbo le chef de la majeure famille féodale, Rainerius Gattus, sera le «capitaine du peuple» entre 1257 et 1259; un peu plus tard, un autre noble, Monaldus Petri Fortisguerre obtiendra la même charge. A Orvieto, le régime «du peuple» sera imposé par Ranieri della Greca, issu d'un des milieux les plus importants de la noblesse féodale locale. Il sera capitaine du peuple entre 1280 et 1284¹⁶.

Le peuple n'est donc pas une classe, mais une faction politique. Suivant la parole d'un juriste du temps, Ranieri da Forlì, «sub hoc significato etiam nobiles comprehenduntur». Dans une société rigidement hiérarchique et caractérisée par une extrême étroitesse politique, la lutte sera verticale plus qu'horizontale. Comme l'observe justement David Herlihy, «a faction was a vertical as well as horizontal association, linking great men and small, cutting across class lines and working to obscure them»¹⁷. Dans le clan des Doria les différences sociales étaient très grandes, mais cela n'empêcha pas la cohésion et la solidarité entre les membres du parentage¹⁸. Ce sera seulement plus tard, dans la ramification naturelle des familles, vers la fin du XIV^e siècle, le début du XV^e, que cette solidarité s'affaiblira, qu'on arrivera à percevoir comme trop coûteux le soutien économique des membres les plus faibles de sa propre *consorteria*. La ramification de la *gens* selon un développement naturel créera encore une diversité de lignes politiques à l'intérieur d'un même groupe patricien, jusqu'à la dispersion extrême. A Florence les Strozzi, par exemple, figurent parmi les familles de l'oligarchie guelfe au début du XIV^e siècle et une de leurs branches demeurera toujours dans le groupe prédominant jusqu'à la principauté de Cosimo I de Médicis (1537). Leurs maisons s'élevaient avec leurs tours dans les districts de la paroisse de Saint Pancrace, gonfalon du Lion rouge¹⁹. En 1351 les groupes familiaux des Strozzi sont vingt-huit, et ils arrivent à trente et un, selon le *catasto* (structure fiscale) de 1427, où ils figurent avec des patrimoines séparés. Il est donc évident que «their political interests often diverges, and individuals of Strozzi descent can be found on all sides in the tumultuous politics of the late fourteenth Century», selon Richard Goldthwaite²⁰.

Mais l'histoire des Médicis est encore plus intéressante pour nous. Comme l'a démontré Gene Brucker, ils se sont partagés en différents groupes politiques, à partir du XIV^e siècle²¹. Plus récemment Madame Dale Kent nous démontre que le parti médicéen était un ensemble d'intérêts familiaux d'un groupe de parents et voisins, unis dans le district de Saint Jean, gonfalon du Lion d'or. Ici on trouve leurs palais aux alentours de l'église Saint Laurent, ici on trouve leurs *clientes*. Cela signifie que les Médicis (ou plutôt une branche de leur famille), au début du XV^e siècle étaient une force terri-

¹⁶ Cf. in Sergio Bertelli, *Il potere oligarchico nello stato-città medievale* (Firenze 1978) 61-65.

¹⁷ D. Herlihy, *Medieval and Renaissance Pistoia. The Social World of an Italian Town* (New Haven 1967) 199.

¹⁸ Cf. in Heers, *Le clan familial*, fig. 5.

¹⁹ Cf. D. Kent, *The Rise*, 61 ss.

²⁰ Goldthwaite, *Private Wealth*, 31 ss.

²¹ Gene Brucker, *The Medici in Fourteenth Century*, in: *Speculum* 1 (1957) 1 ss.

toriale, non plus une *consorteria*, ni un groupe social²². En adaptant la fameuse sentence de E. P. Thompson à propos de la classe ouvrière anglaise, on peut dire que «neighbourhood, like «class» itself was not a «structure», nor even a «category», but something which in fact happens (and can be shown to have happened) in human relationship»²³. Ce groupe politique est donc lié par parentage et par voisinage. Selon l'accent polémique de Anthony Molho, Cosimo l'ancien était plutôt un *padrino*, un parrain dans le langage de la mafia, qu'un *pater patriae*²⁴.

Mais au début du XV^e siècle l'état a désormais dépassé les frontières de la ville, de la *civitas*, grâce à la conquête de plusieurs territoires, de plusieurs communes voisines. En même temps, l'état vient de se centraliser, grâce à la monopolisation croissante de la violence²⁵. Le gouvernement requiert un mécanisme plus complexe. Si le milieu politique est encore semblable au milieu médiéval, une bureaucratie va pourtant se former, une spécialisation politique est aujourd'hui nécessaire, laquelle ni l'artisan, ni le marchand ne peuvent avoir ni acquérir sans dommage pour leur travail et pour leurs affaires. David Herlihy a justement observé que «the growth of a class of men, educated for, living by and committed to the art of government service is one of the most significant political and social developments» du XV^e siècle²⁶. Le phénomène se lie à deux processus évolutifs, mûris au cours du siècle précédent: la désagrégation du clan ou, tout au moins, son éloignement de la sphère publique et son repliement sur le domaine privé²⁷ et le développement de la structure de l'état. La conduction de la chose publique est désormais devenue un art (et Burckhardt parlera d'un état «comme œuvre d'art»), et on ne pourra prétendre cette spécialisation de la part d'un marchand ou d'un chef d'atelier ou d'un rentier, ni ceux-ci ne pourront l'acquérir sans négliger leurs pro-

²² Cf. D. Kent, *The Rise*, 348: «the major conflict in the city from 1426 to 1434 arose not out of an opposition of fundamental class interests, but between two groups within the ruling class whose subtle differences in social and political background and experience significantly affected their structure and organization, and were also reflected partly, though not wholly, in their differing attitudes to questions of major importance like the financing of the republic, the admission of newer citizens into the ruling group, and the treatment of that suprapolitical Florentine class, the magnates. Most immediately, however, the two parties were essentially dedicated to the defence of their own private interest in the *stato*; theirs was a clash, not of opposing ideologies, but of the conflicting claims of individuals to the exercise of power».

²³ D. and F. Kent, *Neighbours*, 9.

²⁴ Anthony Molho, Cosimo de' Medici, «pater patriae» or «padrino»? in: *Stanford Italian Review* (Spring 1979) 9–18.

²⁵ Je pense ici à l'œuvre de N. Elias, *Über den Prozeß der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen* (Haus zum Falken 1939) et à M. Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison* (Paris 1976).

²⁶ Herlihy, *Medieval and Renaissance Pistoia*, 231.

²⁷ D. Herlihy, *Family Solidarity*, mais v. encore S. Chojnacki, *In Search of Venetian Patriarchy: Families and Factions in 14th Century* (London 1973); D. Owen Hughes, *Toward Historical Ethnography: Notarial Records and Family History in the Middle Ages*, in: *Historical Methods Newsletter* 7,2 (March 1974) 61–68 et, du même auteur, *Kinsmen and Neighbours in Medieval Genoa*, in: H. Miskimin, D. Herlihy, A. L. Udovitch (eds.), *The Medieval City. In Honor of R. S. Lopez* (New Haven 1977) 95–111 et *Urban Growth and Family Structure in Medieval Genoa*, in: *Past and Present* LXVI (1975) 3–28; Ch. Klapisch, «Parenti, amici e vicini: il territorio urbano d'una famiglia mercantile nel XV secolo», in: *Quaderni storici* 33 (1976) 953–982.

pres affaires. Mais du moment que la présence dans la vie publique (dans le *reggimento*) était une condition nécessaire pour déterminer le bon succès du commerce et de la pénétration dans les marchés extérieurs, pour la conquête de nouvelles terres dans la campagne, il ne restera qu'à répartir entre les membres de la famille patricienne les différents engagements et les différents devoirs. Par exemple, un des *consorti* se consacrera au commerce, un autre à la politique (mais d'autres encore, comme c'est souvent le cas, se consacreront à la carrière ecclésiastique: ainsi les familles du patriciat réussissent à contrôler l'appareil de l'église locale, grâce à l'entrée de leurs membres dans les chapitres métropolitains). Mais on verra plus tard, au début du XVI^e siècle, des familles entières se vouer uniquement à la politique et au service de l'état (en particulier de la diplomatie). A Florence les Soderini (ancienne famille aristocratique et marchande) en sont un exemple probant. Un des membres de cette famille sera le premier gonfalonier à vie (c'est-à-dire le *doge*, à l'exemple de Venise) de Florence, élu à la plus haute magistrature de l'état en 1502. Mais l'un de ses frères aînés, Giovanpaolo, sera parmi les chefs politiques de la première république savonarolienne, entre 1494 et 1498, et l'autre, Francesco, sera l'évêque de Volterra et, à partir de 1503, un des plus puissants cardinaux à Rome; le frère le plus jeune, Giovanvittorio, un des plus fameux ambassadeurs de la République.

Le conflit, même au niveau des coutumes, fut net entre les vieilles familles marchandes et les nouvelles familles (même si Herlihy parle encore d'une *bilateral extended family*)²⁸, engagées uniquement sur le front de la vie publique, politique, et appelées malgré tout *statuali*. Dans le troisième livre de *La famiglia*, Leon Battista Alberti affirme que le citoyen a le devoir de servir sa patrie; mais il entend ce service comme une aide donnée de temps à autre, et sans modifier son *status*, son activité commerciale ou professionnelle. Quant aux *statuali*, L. B. Alberti leur est hostile: selon lui, les anciens Florentins ont affirmé que les devoirs du citoyen sont de servir la république et de se consacrer à la patrie et au bonheur de tous, pour ne pas céder la place aux individus oisifs dont l'improbité bouleverserait l'ordre des choses publiques et privées. Mais cette aide, pour Alberti, ne peut être qu'occasionnelle, irrégulière. Dans son dialogue, à Léonard qui lui demande: «Considérez-vous, comme nos citoyens, un honneur le fait de remplir les charges de l'état?», Giannozzo répond vivement qu'assurément rien ne lui semble moins digne d'être réputé honorable que de remplir ces fonctions, et qu'il a toujours préféré une autre vie à celle des *statuali*: vie très tourmentée, pleine de soupçons, de peines, et surtout de servitudes, car, selon lui, on ne peut guère voir de différences entre ceux qui cherchent à être élus aux charges de l'état et des serfs publics²⁹.

Il faut souligner que le plagiat du pseudo-Pandolfini, le *Governo della famiglia*, achevé à l'époque médicéenne, vers 1460, reprend et développe la critique faite par Alberti. Mais il est encore plus important de constater que la même critique revient sous la plume de Giovanni Rucellai, une des plus éminentes figures de la Renaissance florentine, dans son *Zibaldone quaresimale*: ce qui montre la cassure de l'oligarchie flo-

²⁸ Herlihy, *Family Solidarity*, 180 et 182.

²⁹ L. B. Alberti, *I libri della famiglia*, in: C. Grayson (ed.), *Opere volgari* (Bari 1960) 183.

rentine. Que se passera-t-il donc dans la société florentine? Il ne faut pas oublier que, pour beaucoup de *homines novi*, protégés par les Médicis contre les vieux patriciens, le *cursus honorum* de la vie politique fut un moyen puissant pour obtenir un *status* dans la ville à côté des riches aristocrates.

Après la chute des Médicis (de Piero fils de Laurent le Magnifique, en 1494) des familles féodales des vieux *magnati* et des familles persécutées par les Médicis, furent accueillies dans le milieu politique de la nouvelle république et cooptées dans le *inner group* au pouvoir. La *leadership* était désormais dans les mains de ce groupe, de ces *statuali* (à peu près mille mâles florentins, ceux qui participent aux travaux du Grand Conseil avec continuité). Ces modernes «savants de la politique» surent exprimer des figures extrêmement significatives, tel un haut bureaucrate comme Niccolò Machiavelli (chef de la Chancellerie républicaine), tel Francesco Guicciardini (membre d'une famille du patriciat), Donato Giannotti, ou – à Venise – Paolo Paruta.

Malgré son origine (la plupart provenait du patriciat citadin), cette nouvelle classe de *statuali* n'était pas détentrice du pouvoir économique, ou du moins de tout le pouvoir économique, dans la mesure où les *statuali* avaient diversifié leur propre avenir de celui des parents ou des *consorti* restés marchands, ou banquiers ou entrepreneurs ou rentiers, pour se consacrer entièrement à l'exercice des charges d'état, à la politique. La structure de la chose publique, désormais plus articulée, avait donc apporté un divorce – au moment même où elle demandait une spécialisation – entre le moment productif et le moment décisionnel. On ne peut pas non plus dire, d'une manière trop simpliste, que c'était le monde de la production qui influençait et déterminait de toute façon les choix politiques, parce que les décisions de ceux qui détenaient le pouvoir politique étaient prises en ayant soin, avant tout, des intérêts du «parti» qui prévalaient sur toute autre considération.

En opposition au nouveau régime de Soderini, plusieurs aristocrates et citoyens florentins ne payent plus les taxes, ce qui signifie la perte de tous droits civils pour eux, laissant ainsi au parti politique au pouvoir toute responsabilité de la conduite de la politique florentine, même militaire et étrangère. Ainsi, pour n' être pas contraints à accepter les charges peu rétribuées de la *Terra Ferma*, les nobles vénitiens abandonnent leur responsabilité (et Donald Queller³⁰ a parlé de *civic irresponsibility* pour la noblesse vénitienne) en face du Grand Conseil et des plus hautes magistratures de leur République. Une nouveau *stratus* ou couche sociale, les *cittadini*, au-dessous de la noblesse, remplit toutes les places de la bureaucratie, en assurant une continuité et en même temps un contrôle de la vie politique vénitienne.

L'alliance constante d'un Pier Soderini – le gonfalonier à vie de Florence entre 1502 et 1512 – avec la France, par exemple, était l'indice d'un mépris pour les intérêts économiques des marchands florentins qui avaient leurs comptoirs et leur commerce dans la zone d' influence romaine, non moins importants que ceux de la zone de la foire de Lyon. Mais puisque les Médicis, une fois bannis de la ville et adversaires du parti au pouvoir, avaient obtenu l'appui de Jules II, le gouvernement Soderini fut ac-

³⁰ D. E. Queller, *The Civic Irresponsibility of the Venetian Patriciate*, in: D. Herlihy (ed.), *Economy, Society and Government in Medieval Italy* (Kent, Ohio 1969) 223–235.

culé à sacrifier, à l'intérieur même de son propre parti politique, les intérêts financiers à Rome.

De même, à Venise, les sympathies pro-françaises de Domenico Trevisan et de Paolo Pisani, nobles influents des premières années du XVI^e siècle, allaient certainement contre les intérêts vénitiens en Europe du Nord, en Flandres et dans l'Empire. Ces deux choix politiques apportèrent une défaite militaire, mais ils ne furent pas modifiés sinon en présence de cette défaite (et de l'écroulement de ces groupes politiques qui en suivit)³¹.

Voici donc pourquoi il n'est pas vrai que «la manière la plus facile pour découvrir quel est le groupe dominant de chaque société consiste, d'ordinaire, à rechercher quel est le groupe qui a le plus haut revenu»³². La délégation du pouvoir politique à des politiciens professionnels comporte toujours des risques de choix qui ne concordent pas avec les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir économique, ou, à la limite, avec les intérêts globaux de ceux qui le détiennent. Plus la société est complexe, plus cette division du pouvoir se manifeste. Le pouvoir économique est seulement un des nombreux pouvoirs qui opèrent dans une société complexe, mais ce n'est pas l'unique pouvoir déterminant.

J'ai décrit ici une société médiévale d'ordres structurés en sens vertical. Dans celle-ci, la structure du clan, le patronage et les clientèles, les liens de *vicinia*, familiaux et mercantiles, les rapports de vasselage de type féodal ou des guildes, étaient à la base de la lutte politique et étaient le dénominateur commun de la société urbaine. Expérience unique à l'aube de l'âge moderne, Florence présente une structure politique horizontale pendant une brève période de son histoire: quand, entre 1494 et 1512, le premier régime des Médicis a été substitué par une structure républicaine qui avait sa base politique et électorale dans le Conseil Majeur, organisme créé à la ressemblance du Grand Conseil vénitien. L'appartenance au nouveau Conseil ne se fonda plus sur la reconnaissance de liens avec le *consortium* (ou la *vicinia*) au pouvoir (c'était le cas, dans le régime précédent, pour l'appartenance au Conseil des Cent, en 1459, ou au successif et plus restreint Conseil des Soixante-dix en 1480). L'accès au nouveau Conseil fut réservé à tous les citoyens qui avaient eu ou le père ou un aïeul déjà élus (ou proposé pour l'élection, c'est-à-dire accueilli dans la liste électorale unique à un des trois offices majeurs de l'état). Puisque cette appartenance était reconnue à vie, il s'agit, en réalité, d'un «barrage» dans le sens vénitien (*serrata* du 1297): une nouvelle caste était désormais en formation: l'étroit milieu politique florentin. Dans l'histoire de la ville-état du Moyen-Age et de la Renaissance, les groupes oligarchiques majoritaires ont toujours expulsé leurs adversaires, mais cette fois, la nouvelle caste des *beneficiati* (le *beneficio* étant l'honneur d'être élu ou vu aux Trois Offices majeurs) s'est divisée entre les partisans de Savonarola, ceux des Médicis, les ennemis des Médicis retournés à Florence après la chute de Piero, enfin les anciens médicéens opposés à la fois à Savonarola et aux partisans de Piero. Ainsi, à la différence des régimes précédents, il n'y eut aucun

³¹ Cf. Sergio Bertelli, *La politica estera fiorentina e quella veneziana nella crisi rinascimentale*, in: S. Bertelli, N. Rubinstein, C. H. Smyth (eds.), *Florence and Venice: Comparisons and Relations*, I (The Harvard University Center for Italian Renaissance Studies 5, Florence 1979) 141 ss.

³² J. Burnham, *La rivoluzione dei tecnici* (Milano 1947).

groupe consortial, aucune alliance de *vicinia*, aucune faction qui réussit à émerger comme majoritaire, au sein du Conseil Majeur, et à expulser – comme d’habitude – ses adversaires. Le débat politique s’articula donc entre trois groupes au moins, de consistance et de pouvoir égaux : le groupe « démocratique » rassemblé autour de la *leadership* de Francesco Valori, un patricien qui s’appuyait sur la prédication du moine Girolamo Savonarola ; le groupe qui fut appelé des hommes du « vieil état » (c’est-à-dire les fils des exilés du coup d’état des Médicis de 1434 alors revenus dans leur patrie) ; le groupe des ex-médicéens qui avaient rompu avec la *leadership* de Piero di Lorenzo et qui s’opposaient alors au parti des « frateschi » (ou « piagnoni ») de Valori. Un quatrième groupe – comme j’ai dit – contraint à la clandestinité, mais qui n’en restait pas inactif pour autant, était, enfin, celui des amis de Piero des Médicis. Ces forces en présence provoquèrent un débat, qui pour la première fois trouva des accents politiques « modernes ». La bataille politique se développa grâce à un système embryonnaire de partis politiques, plutôt que des factions familiales ou de *vicinia*. Tandis que les « frateschi » représentèrent les *minores* et les *mediocres*, les hommes du « vieil état », coalisés avec les ex-médicéens devenus désormais les adversaires acharnés des « frateschi » – ils furent donc appelés les « enragés » (*arrabbiati*) – devinrent les représentants politiques du patriciat, des *buomini principali*, ayant pour chefs les plus grandes personnalités politiques des *statuali*³³.

C’est seulement dans ce nouveau contexte que peut s’expliquer la germination de la pensée politique de Machiavelli et surtout le *Discursus Florentinarum rerum* et la proposition de *provvisione* (loi constitutionnelle de l’état florentin), deux écrits dans lesquels Machiavelli déversa, entre 1520 et 1522, toute sa pensée politique.

Mais il s’agit d’une brève expérience, que le rétablissement de la domination médicéenne, transformée en principauté après le soubresaut révolutionnaire de la dernière république (1527–1530) a interrompue définitivement.

Pour terminer, il faut se demander s’il existe une *Weltanschauung* commune dans ces oligarchies. On ne peut naturellement pas, pour une période aussi longue, dégager une pensée fixe et constante. Mais le problème est de découvrir si, pour chaque période oligarchique, on peut tracer certaines lignes fondamentales (religieuses, morales) communes aux groupes dominants.

En remontant aux origines, l’importance de la famille dans la structure de la ville de la Renaissance est indubitable et elle se reflète inévitablement dans la manière d’être du groupe hégémonique. La vie quotidienne de cette famille nous apparaît par exemple dans certaines nouvelles de Boccace ou de Giovanni Sercambi, mais rien ne nous donne un exposé plus précis de la coutume et de la morale propre à l’oligarchie citadine, que les *Libri della famiglia* de Leon Battista Alberti.

Dans une société déchirée par les luttes des factions le *bonum commune*, la paix sociale était prioritaire pour une vie en commun. Toutes les oligarchies prétendirent assurer (et elles seules) la paix et la concorde, étant donné que le bien commun était assi-

³³ Une reconstruction de cette période historique, dans Sergio Bertelli, *Embrioni di partiti politici alle soglie dell’età moderna*, in : Sergio Bertelli (ed.), *Per Federico Chabod. Atti del seminario internazionale* (Università di Perugia, *Annali della Facoltà di Scienze Politiche* 17, 1980/81) 17–35.

milé au bien de la Commune. Les Priori de Sienne feront peindre dans le palais deux fois, par Ambrogio Lorenzetti et Taddeo di Bartolo, le message idéologique du bien commun³⁴.

Du côté religieux ce bien commun fut aussi identifié avec le saint patron et il est très intéressant de souligner qu'on trouve dans la ville médiévale et de la Renaissance plusieurs saints patrons, ajoutés les uns aux autres au fur et à mesure que l'histoire de la ville se déroule et que de nouveaux groupes oligarchiques substituent les précédents. L'honneur du saint patron fut identifié complètement avec celui de la ville-état.

Mais nous pouvons encore dire qu'un groupe dirigeant s'impose aussi par des normes de «civilité», de «bonne conduite» qui servent d'exemple aux classes subalternes, mais qui distinguent aussi les couches supérieures des couches inférieures. «C'est par elles» – a observé Norbert Elias – «que les milieux séculiers médiévaux, ou plus exactement leurs éléments avancés, exprimaient la conscience de leur propre valeur et leur sensibilité spécifique»³⁵.

Dans la vie de Niccolò Niccoli, un ami de Cosimo des Médicis l'ancien, Vespasiano da Bisticci nous offre le portrait-modèle de l'homme de la Renaissance éduqué («civilisé»), éloigné des anxiétés de la vie, libre de l'esclavage des femmes et des peines de l'amour, et, chose extraordinaire et impossible pour chacun à cette époque, personne extrêmement propre (mais cela signifie, dans une société qui ignorait les microbes, seulement pureté): «Fu di bellissima presenza, allegro, che sempre pareva ridessi, piacevolissimo nella conversatione. Vestiva sempre de bellissimi panni rosati, lunghi infino terra. Non ebbe mai donna a fine non gli fussi impedimento a' sua studi. Teneva in casa sua una donna di tempo, che lo provedeva nelle sue nicistà. Era sopra tutti gli uomini che nacquono mai pulitissimo, così nel mangiare come in tutte le cose. Quando era a tavola mangiava in vasi antichi bellissimi (...) A vederlo in tavola, *così antico come egli era*, era una gentilezza»³⁶: c'est donc l'exemple classique, qui domine dans ce portrait-modèle. Le terme qui incarnait ce modèle était *gentilezza*, *cortesìa* et se rapportait sans exception au savoir-vivre de la cour (le *Cortigiano* de Baldesar Castiglione). Mais était-ce, encore une fois, un modèle de paix, d'ataraxie?

Face à un peuple qui était secoué par des appels millénaristes³⁷, porté à des révoltes soudaines et sanglantes (des *patari* à Milan, des *senzabrache* à Bologne, des *straccioni* à Lucques, des *beccherini* à Pérouse, des *ciompi* à Florence) les oligarchies de la ville de la Renaissance offraient au contraire un modèle d'honnête homme gentil (et la parole gentilhomme signifia même noble). Cette ataraxie était la même chose que le *bonum commune* imposé par le groupe dominant. Une paix sociale assurée grâce au contrôle de l'état par une oligarchie unie en rangs serrés.

³⁴ Cf. N. Rubinstein, Political Ideas in Sienese Art: the Frescoes by Ambrogio Lorenzetti and Taddeo di Bartolo in the Palazzo pubblico, in: Journal of the Warburg and Courtauld Institutes XII (1958) 181.

³⁵ N. Elias, La civilisation des mœurs (Paris 1973) 77 ss.

³⁶ Vespasiano da Bisticci, Vite, A. Greco (ed.), II (Firenze 1976) 239.

³⁷ Cf. N. Cohn, The Pursuit of the Millennium (New York 1961); D. Weinstein, Savonarola and Florence. Prophecy and Patriotism in the Renaissance (Princeton, N. J. 1970); S. Cohn, The Laboring Classes in Renaissance Florence (New York 1980).